



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

26 | 2010

**Partenariat : pour une coopération sans
compromission**

Trouver la voie de la bonne relation avec l'État

Michel Wieviorka



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/839>

ISBN : 978-2-918362-44-9

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 24 septembre 2010

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Michel Wieviorka, « Trouver la voie de la bonne relation avec l'État », *Humanitaire* [En ligne], 26 | 2010, mis en ligne le 07 janvier 2011, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/839>

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

© Tous droits réservés

Trouver la voie de la bonne relation avec l'État

Michel Wieviorka

- 1 Les droits de l'Homme ne sont pas négociables... mais il faut en permanence les négocier : tel est souvent le paradoxe de l'action humanitaire. Encore faut-il ajouter que ce paradoxe a considérablement évolué dans le temps, ne serait-ce qu'à partir des années 1960, quand Amnesty International ou les *French Doctors* introduisaient dans l'action humanitaire de nouvelles conceptions et de nouvelles pratiques, en rupture notamment avec la prudence diplomatique de la Croix-Rouge.

Au temps de la jeunesse

- 2 Dans les années 1960 et 1970, en effet, la vie politique et géopolitique de la planète tout entière n'était pas encore « globale », ni, comme le pensent nombre d'analystes aujourd'hui, en voie de multipolarisation, mais bien davantage internationale et comme surplombée par la guerre froide et l'existence d'États dont beaucoup relevaient d'un camp, ou d'un autre. L'action humanitaire devait s'en accommoder, au point parfois de sembler verser dans la caricature : en 1976, par exemple, Amnesty International organisait l'échange, sur le tarmac d'un aéroport suisse, de Vladimir Boukovsky, dissident détenu dans les geôles de l'Union soviétique, et de Luis Corvalan, dirigeant communiste emprisonné par la dictature chilienne. Les ONG humanitaires n'avaient pas encore l'importance qu'elles ont acquise, et qui fait aujourd'hui de certaines d'entre elles des acteurs puissants capables de fonctionner à une échelle supranationale. Elles n'étaient pas davantage, sinon à la marge, susceptibles de véritablement négocier de puissance à puissance avec des États, mais aussi de travailler, le cas échéant, avec eux.

L'époque de la maturité

- 3 Aujourd'hui, les ONG humanitaires, devenues expertes en communication et en mobilisation des ressources que peuvent leur apporter les médias, traitent de mille et une

façons avec des États. Dans certains cas, elles acceptent d'être *embedded*, autrement dit « embarquées », y compris dans les fourgons de leurs armées, ce qui limite leur action mais aussi leur apporte des moyens d'agir ; dans d'autres cas, elles affirment jalousement leur indépendance, se refusent à toute concession avec l'État qui pourrait les aider, mais aussi les contrôler. Et entre les deux, le plus souvent, elles mettent en avant leur autonomie tout en étant en relations et en discussions constructives avec certains États. Ainsi, puisqu'elles amassent un savoir concret sur les terrains où elles interviennent, qu'elles peuvent transmettre à d'autres acteurs de la société civile, elles peuvent fort bien aussi en débattre, le cas échéant avec des acteurs étatiques, sous des conditions déontologiques qu'elles savent préciser ; elles peuvent demander ponctuellement à des militaires de leur assurer le transport de personnes ou de matériel, sans pour autant se soumettre à leur logique d'intervention. Symétriquement d'ailleurs, les acteurs étatiques, militaires, diplomates, responsables politiques et administratifs, ont appris eux aussi à négocier et à travailler avec des ONG humanitaires, qui ne sont pas toutes radicales ou gauchistes, loin de là, et contrairement à des préjugés qui ont longtemps prévalu parmi ces acteurs. Mais bien sûr, tout ceci est également susceptible d'alimenter le soupçon ou les accusations : l'ONG qui, dans un pays en proie à la violence, est en relation avec telle ou telle ambassade, par exemple, ne serait-elle pas son agent, n'espionne-t-elle pas à des fins étrangères sous couvert de sa mission humanitaire ?

L'âge de raison

- 4 Les ONG se posent toutes, aujourd'hui, la question de leur positionnement par rapport aux États et aux systèmes politiques. Elles doivent le faire, du moins pour les plus importantes, en articulant plusieurs niveaux, du plus global au plus local en passant par celui de l'État-nation, et en sachant qu'à chaque niveau, le changement est toujours possible, et éventuellement rapide. Et elles doivent le faire en conjuguant des valeurs, des idées générales, et la prise en considération de données très concrètes, liées aux situations où elles interviennent, ce qui implique une grande capacité à prendre des décisions, des réseaux qui fonctionnent bien, ce qui peut aussi susciter des conflits de valeurs, ou de fortes tensions internes, ne serait-ce qu'entre ceux qui mettent en avant la pureté de leurs valeurs, et ceux qui ont le souci d'être avant tout efficaces.
- 5 Les valeurs sur lesquelles reposent bien des ONG sont elles-mêmes aujourd'hui questionnées par des acteurs qui mettent en doute leur caractère universel : l'humanitaire n'est-il pas conçu à partir des pays dominants, qui continueraient de promouvoir les intérêts, sinon matériels, du moins symboliques de l'Occident ? N'est-il pas aveugle aux attentes et aux valeurs de ceux qui vivent dans d'autres parties du monde ?
- 6 Il fut un temps où l'on pouvait penser que l'action humanitaire se situait au-dessus des États et des systèmes politiques, qu'elle était sans frontières, mue par ses seules valeurs morales, par le droit et le devoir d'ingérence. Aujourd'hui, il faut s'éloigner d'une vision trop romantique, la pratique même de l'action humanitaire s'est étendue, diversifiée, et avec elle le type de relations avec les acteurs de la scène étatique, supranationale, ou politique. Il n'y a pas un modèle unique de rapport à l'État, aux Nations unies, ou à des acteurs politiques locaux, mais une multiplicité de voies possibles. L'époque de la « *one best way* » est loin derrière nous.

AUTEUR

MICHEL WIEVIORKA

Michel Wieviorka est sociologue, directeur d'études à l'EHESS et membre du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS/EHESS-CNRS). Il est également administrateur de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme et président de l'Association internationale de sociologie.